

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



samedi 10 août 2013

Quand les politiques s'opposent aux financiers

Caleb IRRI

Les liens qui existent entre le pouvoir politique et le pouvoir financier sont nombreux : [dans chaque grande banque les énarques ont leur place](#), et les allers et retours entre le « public » et le « privé » sont devenus monnaie courante, à tel point qu'on leur a donné un nom : le pantouflage. Ces liens sont connus et forment aujourd'hui une véritable alliance malsaine et parfois illégale, comme nous le prouvent le grand nombre d'[affaires « politico-financières »](#) dont on nous accable régulièrement.

Mais cette alliance va à l'encontre des principes du système capitaliste et s'apparente à de la corruption : elle en est à la fois la cause et la conséquence, car elle crée les conditions d'un conflit entre l'intérêt général prétendument défendu par le politique et son intérêt particulier – que lui confère sa proximité avec le monde de l'entreprise (c'est d'ailleurs bien à cela que servent les lobbies qui font les lois à Bruxelles)

Au départ, cette alliance s'est opérée par la nécessité pour les pays riches de voir perdurer leur prédominance économique sur le reste du monde et [éviter, ou retarder l'émergence inévitable](#) de ceux qu'on appelait il y a encore peu les pays « sous-développés », « en développement » puis « émergents », et pour certains déjà « émergés ». N'étant pas en mesure de s'aligner sur la compétitivité de ces derniers, les pays riches ont par cette alliance créé une communauté d'intérêts dans laquelle les riches obtiennent le pouvoir politique en offrant aux politiques une part de leur richesse : ils obtiennent ainsi le droit de modifier les Lois à leur avantage, tandis que les autres en bénéficient eux-mêmes en tant que riches. Ensemble ils modifient les règles de concurrence libre et non faussée [pour en changer non pas la lettre mais leur esprit](#) : à force de subventions, de règles particulières ou la création d'espaces « offshore », ils ont permis la conservation ou l'augmentation du niveau de vie de leurs populations tout en créant par la spéculation et le crédit une bulle financière scandaleusement explosive, si bien qu'aujourd'hui la totalité des avoirs représente je ne sais même plus combien de fois le PIB de la planète – nous vivons certes à crédit, [assis sur du vent](#), mais notre pouvoir d'achat est toujours le plus élevé.

Et c'est bien ce que traduit le décalage entre l'économie réelle et les cours de la bourse : le chômage augmente partout, tandis que les grosses multinationales engrangent toujours plus de profits. Ce décalage provient de la corruption des règles « pures » du marché par le conflit d'intérêts que constitue l'alliance des pouvoirs politique et financier (aujourd'hui la concurrence n'est pas libre et elle est faussée), et conduit inévitablement à l'émergence d'une crise dont nous subissons actuellement les effets. Et ce n'est rien à côté de ce qui nous attend.

Car le fait est que cette alliance, en plus d'être immorale et même parfois illégale (le conflit d'intérêts est un délit), est contre nature (si toutefois on peut parler de la « nature » du capitalisme). Et c'est dans la résolution de cette crise que l'on constate à chaque fois, dans cette Histoire qui se répète (l'âme humaine semble d'ailleurs n'avoir à cette occasion pas subi les conséquences du conditionnement dont elle est pourtant assaillie), une rupture de la communauté d'intérêts qui finit par dégénérer nécessairement : quand les riches demandent plus de dérégulation le pouvoir politique se met le peuple à dos, et quand le peuple réclame plus de régulation ce sont les riches qui menacent de sanctions...

Les politiques se retrouvent donc coincés entre deux feux sans réussir jamais à contenter ni l'un ni l'autre, si bien qu'avec la perpétuation de cet « entre-deux » la situation continue de se dégrader jusqu'à un point de non-retour, [point que nous avons déjà dépassé](#). Aujourd'hui nous en sommes au « sauve-qui-peut », et que l'on régule ou qu'on dérégule ne changera plus rien à l'affaire.

S'ensuivra une explosion finale qui seule permettra d'établir les bases d'un nouveau système, qu'il soit capitaliste ou pas : les riches réclameront [un nouveau Bretton Woods](#), les politiques tenteront de nous vendre une bonne vieille [dictature \(à la Orwell ou à la Huxley\)](#), [et les pauvres rêveront de la démocratie](#) – encore.

Ce n'est qu'à l'occasion de cette explosion que les partisans de la démocratie auront une chance de se faire entendre, lorsque les tensions entre les deux « frères ennemis » de la politique et de la finance seront les plus fortes qu'ils pourront se faire une place dans l'opinion. Et de ces trois options une seule l'emportera. Elle sera à l'origine de l'établissement d'une nouvelle société, d'un futur système dont les règles domineront le monde jusqu'à la fois suivante. Il faudra alors être prêts. Car ce moment approche.

Caleb Irri

<http://calebirri.unblog.fr>

<http://www.legrandsoir.info/quand-les-politiques-s-opposeront-aux-financiers.html>